

# ECO

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP17 - MOP 7, Durban, Nov-Décembre 2011

Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à [ecodiffusion-subscribe@rac-f.org](mailto:ecodiffusion-subscribe@rac-f.org)

## Ouverture du Texte de Pandore

Hier le Comité Transitoire a présenté ses recommandations à la COP sur l'architecture du Fonds Vert pour le Climat. Personne n'a dit que ce texte esquissant l'instrument financier était parfait. Mais dans un esprit de compromis, la majorité des parties (y compris l'UE, AOSIS et le groupe PMA) ont soutenu la création du Fonds Vert. Sans surprise, les Etats-Unis refusent d'adopter le texte qui n'intègre pas ses préoccupations. Préoccupations qui ont déjà bloqué l'adoption du texte lors de la dernière réunion du Comité Transitoire. De nombreux autres pays se sont engouffrés dans la brèche pour demander eux aussi la prise en compte de leurs critiques vis-à-vis de l'instrument : personnalité juridique, autorités nationales désignées, relations entre le Fonds Vert et la COP, et le rôle du secteur privé. Mais la majorité juge qu'il est dangereux de rouvrir la négociation, et malgré les imperfections du texte. Les préoccupations soulevées par les pays sont très importantes, et il faudra effectivement y répondre. Mais renégocier le texte maintenant reviendrait à détricoter le délicat compromis obtenu à la force du poignet dans le Comité Tran-

sitoire. De nombreux parties l'ont rappelé, pour créer le Fonds, il faut une décision « chapeau » adoptant l'instrument juridique et financier, et actant les dispositions de transition. Selon ces parties, la décision chapeau pourrait permettre de résoudre certaines préoccupations majeures, et les autres seraient renvoyées au futur Conseil d'Administration du Fonds vert. Mais Singapour a alerté la COP sur le risque de cette proposition : la décision chapeau amendée pourrait endommager sérieusement les compromis issus du travail du Comité Transitoire.

Tout le monde s'accorde sur l'importance de mettre en œuvre le Fonds Vert ici à Durban. ECO soutient un processus ouvert, inclusif et transparent qui doit permettre de résoudre des préoccupations majeures. ECO rappelle que nous sommes réunis pour créer un Fonds qui répondra vraiment aux besoins des communautés pauvres et vulnérables aux changements climatiques. Enfin, ECO espère que les pays n'oublieront pas pour autant d'identifier les financements qui devront abonder le Fonds dès maintenant et pour longtemps.

## L'Afrique milite pour l'intégrité environnementale

Durant cette COP Africaine, il est admirable de voir que l'Afrique fait des propositions en vue de rétablir l'intégrité environnementale au sein du Protocole de Kyoto. Ceci fait suite à l'appel de bon nombre de Parties lors du contact groupe de Mardi sur le KP à mettre un terme aux échappatoires et à répondre aux questions d'intégrité environnementale.

Concernant la question de l'air chaud (surplus de quotas d'émissions), le Groupe Afrique propose deux choses. Premièrement, que les pays ne puissent pas reporter, dans la 2ème période d'engagement, plus d'1% du montant de quotas d'émissions (UQA) attribué à chaque partie pour la 1ère période

d'engagement. Deuxièmement, que sur cette quantité excédentaire reportée, 50% des revenus issus de la vente aillent abonder le Fond d'Adaptation. Dans les négociations LULUCF sur la comptabilisation des émissions liées à la gestion des forêts et des sols des pays développés, le groupe Afrique propose de réduire le nombre de crédits gratuits obtenus par les pays pour gérer leurs forêts. A la recherche d'un compromis, la proposition n'élimine peut être pas tous les échappatoires LULUCF mais représente néanmoins une avancée dans la bonne direction.

- suite page 2

## REVUE DE L'AMBITION :

### TROP CHARGER LA BARQUE REVIENDRAIT À LA COULER.

Suite à la première réunion informelle et préoccupante sur la révision périodique de l'ambition globale (« la Revue »), ECO rappelle que la planète a besoin d'une revue qui permette d'accroître l'ambition, limiter le réchauffement global sous les 2°C et de ne pas fermer la porte à l'objectif d'1,5°C.

Pour ECO, la revue doit se concentrer sur la pertinence de - et le chemin vers - l'ambition globale et long-terme. Limiter le champ de la Revue – comme cela a été décidé à Cancun – est notre meilleure chance d'obtenir des résultats ambitieux, indépendants et objectifs qui permettront ensuite d'enclencher les actions ambitieuses d'atténuation dont le monde a si désespérément besoin.

Nous sommes de tout cœur avec les pays frustrés par le non-respect des engagements d'atténuation pris jusqu'à aujourd'hui. Mais la Revue doit avant tout permettre d'évaluer la pertinence de l'ambition globale de réduction nos émissions. Il existe d'autres enceintes de négociation pour réviser les moyens de mise en œuvre des engagements, en particulier la Revue financière sous le LCA.

Il y a mille façons de gérer la Revue, et il est important de rappeler son objectif initial : s'assurer que les gouvernements adoptent des objectifs de réduction en ligne avec la science, et s'accordent sur des engagements ambitieux à la COP21 en 2015.

Pour l'instant, pas question de se disperser, de cacher la Revue en bas de l'agenda, ou carrément de la prendre en otage. Nous devons faire mieux que ça. ECO lance l'alarme : les Parties qui veulent trop charger la barque de la Revue risquent tout simplement de la couler.

## ON RÉCAPITULE : LES PAYS DÉVELOPPÉS ET LEURS AMBITIONS DE RÉDUCTION

Afin d'être sûrs de maintenir l'augmentation de température en deçà de 2°C avec un espoir pour les 1,5°C, les pays développés doivent élever leurs objectifs à au moins -40% en 2020 par rapport à 1990. Chers délégués, vous vous rappelez peut-être vous être mis d'accord à Cancun sur le fait que les objectifs des pays développés doivent se situer dans une fourchette de -25 à -40%, et sur la nécessité de revoir vos ambitions à la hausse. Vous n'avez pour l'instant pas pris ces considérations en compte. ECO vous apporte donc ce tableau récapitulatif fort utile :

Pays	Engagement inconditionnel	Engagement conditionnel (haut du panier)	Engagement nécessaire à Durban	Explication
Australie	5% en 2020 par rapport à 2000 (4% par rapport à 1990)	25% en 2020 par rapport à 2000	25% en 2020 par rapport à 2000	L'Australie a posé des conditions pour passer de 5% à 15% puis 25%. Les conditions pour le 15% sont remplies, selon le gouvernement. L'Australie doit donc passer à 25%, immédiatement et unilatéralement, car c'est le meilleur moyen d'atteindre l'objectif/la condition qu'elle s'est donné pour atteindre cette cible - soit un accord mondial pour rester en-dessous de 450ppm.
Biélorussie		10% en 2020 par rapport à 1990	35% en 2020 par rapport à 1990	-10% en 2020 ne serait pas vraiment une réussite, mais plutôt le résultat d'une augmentation des émissions sans actions significatives d'atténuation. Il est temps pour la Biélorussie d'arrêter de tromper son monde comme elle-même, en mettant des prévisions de croissances irréalistes dans ses scénarios d'émissions et en exploitant le statut "d'économie en transition".
Canada		17% par rapport à 2005 /+3% part rapport à 1990	30% en 2020 par rapport à 1990	L'UE a déjà réduit ses émissions de 17,3% en 2009 par rapport à 1990 – les -20% sont donc quasi atteints. Et si cela ne suffisait pas, la simple mise en œuvre des objectifs actuels d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables engendrerait des réductions d'émissions domestiques de 25% en 2020, comme annoncé par la feuille de route bas carbone 2050 de la Commission Européenne (mars 2011).
Union européenne	20% en 2020 par rapport à 1990	30% en 2020 par rapport à 1990	30% en 2020 par rapport à 1990	L'UE a déjà réduit ses émissions de 17,3% en 2009 par rapport à 1990 – les -20% sont donc quasi atteints. Et si cela ne suffisait pas, la simple mise en œuvre des objectifs actuels d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables engendrerait des réductions d'émissions domestiques de 25% en 2020, comme annoncé par la feuille de route bas carbone 2050 de la Commission Européenne (mars 2011).
Japon		25% en 2020 par rapport à 1990	Confirmer et respecter 25% en 2020 par rapport à 1990 et 80% en 2050. Lancer une Stratégie de Développement Bas Carbone	Le Japon n'a pas confirmé ni inscrit dans la loi ses objectifs de moyen et de long termes. Après le séisme et l'accident nucléaire, la pression est forte pour supprimer l'objectif 2020. Le vote de la loi climatique permettrait de confirmer et d'ancrer légalement cet objectif tout en comprenant des points pour un plan de long terme qui correspondrait à une Stratégie de Développement Bas Carbone.
Nouvelle-Zélande	10% en 2020 par rapport à 1990	20% en 2020 par rapport à 1990	40% en 2020 par rapport à 1990	Elaborez le plan de développement bas carbone sur lequel les pays industrialisés se sont accordés à Cancun. Ecoutez les presque 250 000 personnes qui ont demandé au gouvernement d'adopter les -40% et challengez le Danemark. Convertissez votre marché carbone en un instrument crédible de réduction des émissions au lieu d'un moyen caché pour le développement du secteur privé.

<sup>1</sup> <http://www.climateinstitute.org.au/our-publications/reports/762-foi-request-documents-regarding-australian-emission-reduction-targets>  
Conditions pour ces objectifs: <http://www.climateinstitute.org.au/images/reports/FOI/41%20background%20target%20conditions%20-%20where%20do%20we%20stand%20december%202009.pdf>

Actualisation pendant Copenhague qui indique que les conditions pour 25% ne sont pas remplies mais n'indique rien pour les -15% :  
<http://www.climateinstitute.org.au/images/reports/FOI/44%20global%20mitigation%20pledges%20-%20update%20december%202009.pdf>

Pays	Engagement inconditionnel	Engagement conditionnel (haut du panier)	Engagement nécessaire à Durban	Explication
Norvège	30% en 2020 par rapport à 1990	40% en 2020 par rapport à 1990	40% en 2020, avec des fonds REDD additionnels aux objectifs d'atténuation	S'engager sur -40% à Durban serait une contribution importante pour aller vers un nouveau traité légalement contraignant.
Russie	15% en 2020 par rapport à 1990	25% en 2020 par rapport à 1990	25% en 2020 - sans LULUCF ni report des surplus de quotas. 40% en 2020 avec LULUCF	EN 2009, les émissions de GES russes sans LULUCF étaient de -35% et avec LULUCF de -59% par rapport à 1990 ! En excluant les contributions de LULUCF et du report des surplus de quotas, les scénarios du gouvernement russe varient de -14% en 2020 (basé sur une croissance économique irréaliste avec des anciennes technologies) à un scénario plus raisonnable de -28% en 2020 atteignable via une politique de maîtrise de l'énergie.
Ukraine		20% en 2020 par rapport à 1990	57% en 2020 par rapport à 1990. Pas de report des surplus de quotas sur la 2 <sup>ème</sup> période d'engagement ou l'accord global.	Les engagements conditionnels actuels comprennent une part considérable de nouvel air chaud. Le scénario laissez-faire ukrainien pour 2020 prévoit -54% en 2020 par rapport à 1990.
Etats-Unis	Pas d'engagement inconditionnel, scénario laissez-faire.	17% par rapport à 2000 (3% par rapport à 1990)	Fourchette de 25 à 40% en 2020 par rapport à 1990	Pour atteindre un objectif compris entre -25% et -40% pour l'Annexe 1 dans son ensemble, il est donc nécessaire que les USA, qui représentent la moitié des émissions de l'Annexe 1, soient au moins dans cette même fourchette. Cependant, les difficultés politiques pour l'administration Obama ne donnent pas de perspectives pour une révision à la hausse de l'ambition. L'engagement conditionnel des USA est si faible qu'il a peut-être déjà été atteint sans politique climatique intégrée, dû à la crise, les nouveaux standards d'émissions pour les véhicules et l'augmentation des prix de l'électricité charbonnée

## Pertes & dommages : paver la voie jusqu'au Qatar

Le "fossé des émissions" mis en lumière par le récent rapport du PNUE en laisse transparaitre un autre : celui de l'ambition – et cela a de lourdes conséquences. Si les pays n'augmentent pas leurs efforts individuels et collectifs, les pertes et dommages dus aux impacts des changements climatiques seront de plus en plus importants.

Il y avait une bonne ambiance dans la salle du groupe de travail informel sur le programme Pertes & dommages quand le Chair a distribué le draft text du groupe informel de lundi. ECO espère que ces activités favoriseront une avancée constructive entre les parties sur ce point. Les Parties doivent s'assurer, lorsqu'ils prévoient les réunions d'experts et les ateliers, que les parties prenantes peuvent y participer.

Cependant, les parties ne doivent pas perdre de vue l'objectif final. La COP18

(Conférence des parties) doit absolument avancer et apporter une réponse internationale aux Pertes et dommages à un autre niveau. Ainsi, toute décision à Durban doit expliciter cet objectif. Les pertes et dommages liés aux changements climatiques vont s'aggraver en raison du manque d'ambition des pays développés.

Les Parties doivent indiquer clairement qu'elles avanceront de manière substantielle sur les pertes et dommages à la COP 18, par exemple via la création d'un mécanisme. La direction à suivre comprend un ensemble d'activités essentielles accompagné d'un calendrier, qui permette d'identifier clairement les avancées potentielles pour la COP18.

Le public remerciera les Parties d'agir sérieusement sur les impacts du changement climatique.

- suite de *L'Afrique milite pour l'intégrité environnementale* ;

Bien que ces propositions ne soient pas parfaites, ECO reconnaît ces efforts importants faits par le Groupe Afrique pour développer un compromis qui nous conduit vers l'intégrité environnementale durant la période d'examen et dont la modification pourrait renforcer l'ambition de mi-mandat.

Selon le dernier rapport du PNUE sur le fossé entre les émissions et l'objectif global, le report de la totalité des UQA excédentaires représente entre 8 et 11 gigatonnes. Et les règles trop faibles du représentent potentiellement une augmentation des émissions de 6 gigatonnes entre 2012 et 2020. Il est essentiel de régler ces deux questions si le protocole de Kyoto veut statuer pour le climat.



### Fossile du Jour

#### #1 – Pologne

La présidence de l'Europe très charbonnée

#### #2 – Canada

Très flou sur le concept de responsabilité partagée mais différenciée

## Le G20 a besoin d'un sérieux coup de vert

Le Mexique récupère aujourd'hui de la France la présidence du G20. Lorsqu'ECO a appris que le président Calderon voulait laisser un héritage vert et qu'il avait mis la « croissance verte » et la « finance climat » à l'agenda du sommet de Los Cabos (17-18 juin 2012), nous avons été intrigués.

Comme nous le savons tous, les dirigeants font beaucoup de promesses, mais le G20 a jusqu'ici échoué à faire ses devoirs. Il n'y a pas de solution saine et durable à la crise qui soit en vue, tandis que les leaders du G20 n'ont pas tenu leur promesse de supprimer les subventions aux énergies fossiles.

En réalité, le G20 n'a pas fait grand-chose de plus que de faire illusion en ce qui concerne la crise climatique. De façon cruciale, il n'a jamais affirmé le besoin de limiter le réchauffement en-dessous du niveau dangereux de 2°C, ni celui d'une équité climatique, ni celui d'une ambition partagée de diviser par deux les émissions globales d'ici à 2050.

Le seul programme de travail du G20 qui a fonctionné rapidement - en grande partie invisible aux yeux de la société civile et sans la nécessaire supervision parlementaire - a été le Plan d'action pour le développement, lancé au sommet du G20 de Séoul en 2010. Dans ce plan, le G20 engage les pays en développement non-membres dans une voie de croissance économique non-soutenable, largement insensible aux objectifs de développement du millénaire et aux besoins de mitigation et d'adaptation au changement climatique.

Comment se peut-il que les mêmes gouvernements qui professent leur engagement pour une transformation climatique à Durban, demandent aux banques de développement multilatérales qu'ils contrôlent de lancer une initiative écologiquement désastreuse en matière d'infrastructures et de préparer un plan d'action pour l'alimentation et l'eau, qui les débarrassent tous les deux de leurs responsabilités sur des partenariats publics-privés ?

Le sommet de Rio 2012, en célébrant le 20ème anniversaire de la signature de la convention-cadre sur le changement climatique, poursuivra sur la lancée du sommet du G20 de Los Cabos. ECO encourage le gouvernement mexicain et les autres membres du G20 à articuler davantage leur vision pour une « croissance verte » et à spécifier de quelle façon les programmes et les plans d'action du G20 déjà existants peuvent commencer à contribuer à cet objectif, en mobilisant des sources financières innovantes pour les financements requis. Une tâche difficile ? Allons, ce n'est rien en regard de la pagaille financière dans laquelle nous sommes en train de nous enfoncer.



Oui mon fils, mais c'est du charbon propre

## Captage carbone cherche légitimité (désespérément)

La question de l'éligibilité des projets de Captage et Séquestration de Carbone (CCS) au Mécanisme de Développement Propre (MDP) a été ouverte dans le cadre du SBSTA aujourd'hui. ECO attendait avec une certaine curiosité comment ses défenseurs les plus acharnés allaient expliquer les « dernières tendances » du secteur ces derniers mois, telles que la multiplication d'abandons de projets au Royaume Uni, Allemagne, Pays-Bas, Danemark, Finlande, Australie et USA.

Entre autre, il y a eu ce conflit entre ScottishPower et Shell d'un côté, le Trésor britannique de l'autre, parce que les premiers exigeaient une augmentation des financements publics de 1.5 milliard de livres sterling, pour la construction d'une centrale thermique au charbon avec CCS. De son côté, le gouvernement australien a dû batailler sur le front juridique pour récupérer une partie de l'investissement public englouti dans un projet avorté, qui devait constituer la vitrine du CCS dans ce pays. La société norvégienne spécialisée dans le CCS, Aker Clean Carbon, a fait faillite ce mois-ci, son PDG déclarant que le marché avait disparu. Quant à l'UE, elle est à des années lumières de son objectif de réaliser 12 projets CCS innovants en 2015. Pourtant, ici à Durban, les lobbyistes de l'industrie n'ont pas remis leurs slogans de représentants de commerce : le CCS est une importante technologie d'atténuation, qui contribuera au développement durable des PED, fournira de l'électricité aux plus pauvres, et surtout, les pays les plus allants recevront une belle part du gâteau des MDP... Et ECO constate qu'à défaut de capter du carbone, ils parviennent à capter l'imagination de nombreux pollueurs...

Mais il se trouve qu'ECO connaît deux ou trois choses à propos du CCS que l'industrie n'a pas très envie de vous dire.

Contrairement à d'autres projets MDP, le CCS ne crée pratiquement pas de valeur ajoutée dans les pays hôtes. Le CCS est extrêmement consommateur d'énergie, nécessitant jusqu'à 40% de charbon supplémentaire pour capturer le CO2, ce qui, du coup, fait grimper le prix de l'électricité de 91% d'après le Massachusetts Institute of Technology. Le CCS entraîne la création de sites de séquestration qui vont devoir être soigneusement (et chèrement) surveillés et entretenus pendant des décennies, voire des siècles, bien au-delà de la période d'utilisation des crédits et d'encaissement des profits pour l'investisseur. D'ailleurs, les pays hôtes doivent assumer la totale responsabilité des déchets du CCS, prenant le relai de la compagnie tout juste 20 ans après la fermeture du site.

Dans le World Energy Outlook 2011, l'IEA prévoit que 1% seulement de la capacité installée en combustibles fossiles sera équipée en CCS d'ici 2035. En d'autres mots, le CCS est insignifiant en matière d'atténuation.

Le CCS dans le MDP, cela signifie l'exportation de technologies risquées et non éprouvées vers les pays en développement, en jouant sur l'illusion qu'une solution climatique existerait aujourd'hui qui justifierait la prolifération des centrales au charbon. Ce qu'ECO voit ici à Durban, c'est une industrie en faillite, qui recherche désespérément auprès des PED une légitimité qu'elle n'a pas su gagner dans les pays de l'Annexe I.

### REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière de la Fondation Prince Albert II de Monaco et du ministère français de l'écologie (MEDDTL). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces deux partenaires. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglophone. ECO français est disponible sur : [www.rac-f.org](http://www.rac-f.org)